Une deuxième coordination nationale lycéenne limitée numériquement mais avec des résultats relativement positifs

Les 26 et 27 mai au CSA d'Ivry-Sur-Seine s'est tenue la 2ème Coordination Lycéenne Nationale (CLN) du mouvement contre la loi ORE et la loi Blanquer. Elle faisait suite à la 1ère CLN, le 5 et 6 mai à Bordeaux, durant laquelle des perspectives intéressantes avaient été abordées, mais dont le communiqué à l'orientation extremement limitée n'avait pas permis de proposer une politique claire et de convergence avec tous les secteurs en lutte. Au terme de longues Assemblées Générales, la 2ème CLN a débattu et fait des choix d'orientations tranchés. Déléguée de mon département pour cette CLN, cet article ne fait pas office de compte-rendu de mandat, mais se veut l'expression de mon point de vue personnel sur les discussions et les choix d'orientation de notre coordination.

Une situation marquée par la répression et un mouvement lycéen qui a du mal à se lancer

La CLN s'est tenue dans un contexte particulier : quelques jours plus tot, le 22 mars, les premiers résultats de Parcoursup laissaient 450 000 lycéen.ne.s sans réponse, confirmant ainsi le désastre que nous prédisions depuis l'annonce de cette loi élitiste qui ferme l'accès à l'université aux classes populaires. Le 22 mars, date de mobilisation, fut également une date de répression, notamment pendant l'occupation pacifique du lycée Arago. Les flics sont intervenu.e.s pour arreter tou.te.s les occupant.e.s, dont beaucoup de mineur.e.s, pour les placer en garde à vue dans des conditions désastreuse. (1)

La CLN, qui a fait le bilan des situations locales dans les villes réprésentées, ne nous a pas permis d'avoir une vision complète de la mobilisation lycéenne au niveau national.

A Ivry étaient présent.e.s des lycéen.ne.s de Bordeaux, Périgueux, Auch, Paris, Montreuil, Villeneuve-le-Roi, Metz, Toulouse et Nimes. Certains autres comités de mobilisation meme parmi les plus actifs, pourtant mis au courant de la tenue de la CLN, n'ont pas souhaité y participer, ou ont manqué de fonds pour réaliser les trajets. Nous étions moins nombreux que pendant la précédente CLN à Bordeaux.

Tou.te.s les mandaté.e.s ont pu confirmer que la mobilisation lycéenne actuelle est beaucoup moins importante que celle qui avait fait descendre des milliers de lycéen.ne.s dans la rue il y a 2 ans lors de la 1ère Loi Travail. Un constat qui pourrait paraitre étonnant, puisque Parcoursup concerne directement les lycéen.ne.s, tout comme la Réforme du BAC ainsi que les collègien.ne.s, à la sortie de leur cycle d'étude. Mais ce n'est pas sans raisons : si les lycéen.ne.s ont toujours eu du mal à se mobiliser du fait de la pression de leurs parents, de leurs profs, et de l'administration de leur établissement, à cela s'ajoute cette année la pression de Parcoursup. Certain.e.s lycéen.ne.s, pourtant contre la Loi ORE, ne se mobilisent pas de peur que leur proviseur exprime un avis négatif sur leur orientation. Ainsi Parcoursup, outil du gouvernement pour empecher les classes populaires d'accéder aux etudes supérieures, devient également un moyen de répression contre la mobilisation lycéenne.

Le bilan que nous faisons de la dernière semaine de mobilisation, autour du 22 et du 24 mars, est donc plutot mitigé : meme si dans certaines villes comme à Toulouse, Rennes, Tours ou encore Nantes, la mobilisation lycéenne a été présente ou commence à prendre, et que le 24, date appelée par la dernière CLN, a pu etre un déclic dans des endroits qui jusque là se mobilisaient avec beaucoup de difficultés, comme le 92, le mouvement lycéen a du mal à se lancer et tout reste à construire.

Des débats et une lutte d'orientation

Le tour des mobilisations locales a été le premier point abordé dans l'ordre du jour.

Nous avons également débattu de nos perspectives de mobilisation, mais aussi de notre orientation : le débat qui a le plus agité la CLN.

Contrairement à ce qui avait été fait à Bordeaux, nous avons avec certain.e.s camarades défendu une ligne plus révolutionnaire, en proposant notamment de condamner la bureaucratie des directions syndicales et leur silence face aux interpellations des lycéen.ne.s dans notre communiqué, mais également d'afficher une plus grande convergence avec les secteurs en lutte que nous l'avions fait précédemment.

Le début de la discussion fut compliqué : nous étions minoritaires face aux autres camarades qui pronaient une orientation plus réformiste pour que la CLN reste large,

et qui ne se sentaient pas assez légitimes et nombreuxses pour condamner critiquer les directions syndicales, ou n'en voyaient pas l'utilité. Selon elleux, le faire pourrait revenir à se mettre à dos beaucoup de travailleur.euse.s et ruiner la convergence que nous essayons de mettre en place. C'est pourquoi il fallait faire une critique claire mais fine pas trop rentre dedans. Cette critique il fallait l'articuler à une interpellation des directions syndicales les exortant à solidariser face à la répression touchant la jeunesse et à appelle à la grève pour l'empêcher. Malheureusement là dessus aussi nous avons reçus des oppositions.

Nous y avons opposé plusieurs arguments, en essayant de les compléter par des exemples concrets : suite à la répression du lycée arago par exemple, certains syndicats ont manifesté leur soutien localement, mais globalement les directions syndicales n'ont pas réagi, or elles sont capables en appelant à débrayer ou en menaçant de le faire, d'imposer un rapport de force important empechant la répression. L'exemple des dockers de Marseille ayant menacé de débrayer si la fac de Saint Charles était évacuée par les flics va dans ce sens. Certain.e.s camarades d'Ile de France participant.e.s à la CLN ont fait partie des lycéen.ne.s ayant passé 48h en garde à vue : cet argument leur parlait directement et a pu les convaincre de nous rejoindre sur cette position.

Nous défendions également une prise de position claire pour critiquer la bureaucratie syndicale, qui ralentit la mobilisation et empêchent notre camp de construire un vrai mouvement pour aller vers la grève générale. Nous avons rappelé que la grève perlée des cheminot.e.s, organisée par ces directions syndicales réformistes et bureaucrates, ne permettait pas une vraie convergence des luttes, puisque le calendrier des jours de grève ne correspond pas forcément aux manifestations dont les dates sont décidées généralement par ces memes organisations. Et puis cette grève perlée ne permet pas d'instaurer un vrais rapport de force. Dans la situation actuelle, il est nécessaire que nous nous positionnions pour encourager la grève générale, seul moyen pour les secteurs en lutte de gagner face au gouvernement. En ce sens nous avons aussi lutter pour que la CLN interpelle les directions syndicales pour qu'elles construisent la grève générale.

La tactique qu'a choisi Macron est d'attaquer tous les secteurs en meme temps : l'occasion pour nous de créer l'unité ! Il nous faut absolument parvenir à construire une vrai solidarité et une convergence des luttes pour résister à la division de notre classe développée par Macron.

La loi asile et immigration s'en prenant aux plus précaires d'entre nous, mais aussi les récentes attaques islamophobes contre Maryam vont en partie dans le sens de cette division. J'ai d'ailleurs bagarré avec d'autres pour que la lutte contre la loi Collomb soit dans l'appel et qu'une motion de soutien soit adressé à Maryam.

Au fil de nos échanges, la position de beaucoup de camarades a évolué sur ces sujets, nous sommes passé.e.s de minoritaires à majoritaires et avons pu influer pour changer

l'orientationde la coordination.

Bilan critique de cette CLN

La CLN a aboutit à un appel proposant une orientation plus claire que celle qui avait été défendue à Bordeaux bien que restant insuffisante.

(voir ici https://www.facebook.com/photo.php?fbid=2059264331000300&set=gm.146245949423924&type=3)

Nous avons décidé de condamner les stratégies bureaucrates et réformistes des directions syndicales, qui "au lieu de se battre à nos cotés, joue l'intermédiaire entre nous et notre ennemi de classe par le dialogue social." Mais cette condamnation, juste sur le fond, a été faite de façon trop brut, la rendant peu audible pour notre classe. De plus nous avons pris la décision de soutenir l'initiative de l'inter-gare de Paris Nord qui, autogérée, appelle l'ensemble des fédérations à durcir la grève et encourage à reconduire le mouvement dans la recherche d'une grève générale.

Nous exprimons également une plus grande convergence des luttes avec les travailleur.euse.s, mais aussi contre la politique nationaliste du gouvernement avec la loi asile et immigration. Nous avons élargi nos positions au plan international en se positionnant contre l'intervention Française en Syrie et le soutien du gouvernement à l'Etat d'Israel.

Toutes ces notions étaient absentes dans le dernier communiqué et sont le fruit d'une bataille menée avec d'autres camarades durant les débats.

Néanmoins, l'appel reste limité sur certains points :

Je trouve dommage que cette volonté de convergence n'ait pas permis d'inclure dans ce communiqué une motion de soutien à Myriam, contre la campagne islamophobe dont elle est la cible. Nous pouvons aussi regretter qu'il n'y ait pas de vraie interpellation des directions syndicales, pour construire la grève générale reconductible, seule solution pour instaurer un vrai rapport de force, mais aussi pour les appeler à se solidariser nationalement face aux répressions. Enfin, je pense qu'il nous est important d'avancer clairement nos revendications, l'abrogation des Loi Blanquer et Vidal, mais aussi de reprendre les revendications des autres secteurs en lutte, comme le retrait de la réforme du rail, de la réforme des retraites, de la loi asile-immigration,...

La prochaine CLN, aura lieu le 9 et 10 juin à Toulouse. Nous appelons à manifester le 7 juin, jour de grève des cheminot.e.s, et encourageons tous les secteurs en lutte à nous rejoindre sur cette date, qui nous l'ésperons sera une date de convergence.

Il reste très peu de temps au mouvement lycéen pour se construire avant que les vacances ne brisent le travail effectué pendant l'année. Il est très important de rappeler

que les lycéen.ne.s n'obtiendront pas l'abrogation des lois Vidal et Blanquer sans le soutien des autres secteurs, dont les revendications seront moins à même de gagner contre le gouvernement sans une vraie mobilisation de la jeunesse.

Face aux attaques répétées de Macron envers notre classe, notre réponse doit etre claire et collective et convergente, vers une grève générale et reconductible.

Charlotte Eissner, le 2 juin 2018